

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE SPORT DANS LA VILLE ET LA COMMUNE DE GIVORS

ANNEE 2025

Entre

La commune de Givors, ayant son siège place Camille Vallin 69700 Givors, représentée par son Maire en exercice, **Monsieur Mohamed Boudjellaba**, dûment habilité par délibération numéro du conseil municipal du 19 juin 2025,

Ci-après désignée sous le terme « **la commune** », d'une part,

Et

SPORT DANS LA VILLE, association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège au 15 quai de la Gare d'Eau, 69009 LYON représentée par Monsieur Philippe ODDOU en qualité de Directeur général et co-fondateur,

Ci-après désigné sous le terme « **l'association** », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Sport dans la Ville accompagne les jeunes issus de quartiers prioritaires sur le chemin de la réussite. Par le sport, ils transmettent des valeurs importantes pour leur développement personnel et leur insertion professionnelle. Leur mission est de favoriser l'égalité des chances.

L'association œuvre aux côtés des jeunes issus de quartiers prioritaires pour leur donner les mêmes chances de réussite, leurs objectifs est de permettre à chaque jeune d'acquérir de la confiance en soi et des valeurs indispensables à son avenir.

Voici les actions qui seront mises en œuvre :

Lieux :

Animation de séances sportives gratuites et hebdomadaires sur le terrain de Thorez dit « Le terrain du but en Or » et sur le city des Plaines (Cité Ambroise Croizat).

Périodicité :

- Les mercredis et samedis toute l'année
- L'animation pédagogique des centres de football et de basketball, à raison de 20 heures par semaine les mercredis de 13 à 17 heure et les samedis de 9h à 15 heure, et ce tout au long de l'année scolaire. Dans le cadre de cette animation, Sport dans la Ville assurera le recrutement, l'encadrement et le suivi de l'équipe d'éducateurs sportifs (4 sur chaque séance des deux plateaux sportifs) à laquelle sera confiée la responsabilité pédagogique du centre.

Mise en œuvre de l'association :

- L'attribution d'une dotation en matériel permettant le fonctionnement de l'activité.
- L'assurance des enfants lors des animations pédagogiques proposées par Sport dans la Ville.
- L'accompagnement des jeunes à partir de l'âge de 14 ans dans le cadre du programme Job dans la Ville tel que présenté en annexe (découverte métier, insertion professionnelle).
- Un travail en lien avec les services référents de la commune et les acteurs locaux (associations, habitants, services de la ville) pour assurer une cohérence d'intervention sur les différents sites de la ville.
- La réalisation d'un comité technique annuel impliquant les services de la Ville ;
- La réalisation d'un comité de pilotage annuel impliquant l'Etat, les élus, les services de la Ville et les acteurs locaux.
- Le contrôle annuel par des prestataires certifiés des infrastructures sportives permettant de s'assurer de leur conformité par rapport à la réglementation en vigueur.

Engagement de la collectivité :

- Allouer pour cette année 2025 et pour la durée de la convention, une subvention destinée à soutenir ses activités sportives, éducatives et pédagogiques.
- Faciliter le lien avec les acteurs locaux pour la mise à disposition de gymnases / salles pour des activités : danse, tennis, ou activités sportives de type football ou basketball durant les périodes de grand froid ou d'intempérie dans la limite des disponibilités des salles ;
- Mettre à disposition gratuitement un local à proximité de chacun des terrains mentionnés en préambule pour le stockage du matériel pédagogique ;
- Mettre à disposition un espace d'accueil que les équipes de Sport dans la Ville peuvent utiliser pour recevoir des jeunes ou des familles ;
- Assurer le nettoyage régulier des centres sportifs mentionnés en préambule ;

- La Ville étudiera chaque année, dans le cadre du vote de son budget, le montant de cette subvention accordée et effectuera son versement, au plus tard, au 30 avril de chaque année, à l'appui d'une demande de versement émise par Sport dans la Ville.
- Proposer annuellement à l'Association la mise en place d'un Comité de Pilotage.

La Ville contrôle à l'issue de la Convention que la contribution financière n'excède pas le coût strictement nécessaire à la mise en œuvre du projet.

Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Ville peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

Ces Interventions sectorielles s'inscrivent dans le cadre des besoins identifiés lors du diagnostic de la nouvelle convention locale d'application afférente au contrat de ville Métropolitain 2024-2030 rédigé avec les services de l'Etat, afin de répondre aux besoins identifiés dans chaque QPV.

Leurs actions sont complémentaires avec les actions portées par la collectivité telles que : éducateurs sportifs de la Ville, Ecole Municipale des Sports et Loisirs, les ateliers sport santé, tournois de foot inter quartiers et bien d'autres...).

Au regard de ces éléments, la commune de Givors entend soutenir l'action de l'association.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties dans le cadre de l'attribution à l'association, par la commune, d'une subvention destinée à assurer le projet annuel et plus spécifiquement sur le QPV des Plaines et du Centre-Ville (Thorez) qui entre dans le cadre de la programmation sociale du contrat de ville 2025.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2025. Elle prend effet à compter de sa signature pour une durée d'un an.

Les obligations résultant des dispositions relatives au contrôle de l'utilisation de la subvention perdurent après le terme contractuel.

Article 3 : Engagements de l'association

3.1 : Dispositions générales

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, ces actions.

Elle s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée et tel que défini à l'article 1 de la présente convention.

3.2 : Obligation de publicité

L'association s'engage à mentionner la participation financière de la commune sur tout support de communication, notamment dans ses rapports avec les médias, par apposition du logo de la collectivité (ce logo peut être récupéré auprès de la direction de la communication de la commune).

Si cette obligation n'est pas remplie, aucun versement ne sera effectué ou si des sommes ont déjà été versées, un reversement total ou partiel pourra être exigé en application des articles résiliation et reversement de la présente convention.

3.3 : Respect du contrat d'engagement républicain

L'association s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain joint en annexe de la présente convention.

Article 4 : Montant de la subvention de la commune

4.1 : Subvention de projet :

La commune de Givors s'engage à verser une subvention d'un montant de **24 000.00 euros** en un versement unique au titre de l'année 2025 afin de permettre à l'association de réaliser leurs actions notamment inscrites dans le cadre de la programmation sociale du contrat de ville 2025, et ceci, dans les meilleures conditions. Le versement aura lieu dans un délai de 60 jours à compter de la date de la notification de la présente convention.

Les versements seront effectués au compte de l'association sur la base du RIB transmis au service des finances de la ville.

La commune se réserve le droit de ne pas procéder au versement de la subvention en cas de mise en liquidation de l'association.

En cas de sous réalisation budgétaire des actions financées lors de la clôture des comptes, il pourra être envisagé de demander à l'association le remboursement des éventuelles sommes non utilisées. Un titre de recette sera alors émis par la commune (dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice ou la réalisation de l'action ou de l'investissement).

4.2 : Aide indirecte valorisation locative et matérielle

Outre le versement d'une subvention en numéraire, la commune peut apporter son concours par la mise à disposition de biens ou de matériels. Cette mise à disposition fera l'objet d'une convention spécifique.

La valorisation de la mise à disposition de locaux et de matériel est estimée pour l'année 2025 à :

- City stade du QPV des Plaines (Ambroise Croizat) :
 - **Prix d'installation** : 73 179,00 €.
 - **Durée d'amortissement** : Environ 20 ans ou 15 ,10, ans

- **Coût annuel des charges d'entretien et de maintenance** : une estimation approximative serait d'environ 2000 €.

Le calcul se présente comme suit avec l'amortissement de 20 ans :

- $73\,179 / 20 \text{ ans} = 3\,658 \text{ €}$
- $3\,658 \text{ €} + 2\,000 \text{ €} = 5\,658 \text{ €}$
-
- $5\,658 \text{ €} / 365 \text{ jours} = 15,50 \text{ €} / \text{ jour}$ soit pour 10 ans = 25.50 € la journée.
- Le coût de valorisation journalier pour l'utilisation du "city stade" peut être estimé à 25.50 € sur 10 ans.
- Pour cette structure, nous prenons en compte la durée d'utilisation, soit horaire ou demi-journée si l'utilisation est horaire, le coût serait de 2.15 € pour une durée de 1h, ou si elle est une demi-journée, le coût serait de 12,25 €.

Article 5 : Contrôle de l'utilisation de la subvention

Le bénéficiaire de cette subvention pourra être soumis au contrôle de la commune dans les conditions de la présente convention. Il s'oblige à accepter le contrôle technique et financier de la commune portant sur l'utilisation de la subvention allouée sur pièces et sur place.

5.1 Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice les documents suivants :

- Un bilan
- Un compte de résultat
- Le rapport d'activités
- Le rapport moral approuvé par l'AG
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes pour les associations percevant plus de 153 000 euros de subvention en numéraire,

L'association s'engage plus largement à remettre sur simple demande de la commune tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle. Tout manquement aux obligations du présent article pourra entraîner le remboursement de la subvention.

5.2 : Information de la commune

L'association devra tenir informée la Commune, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle des missions subventionnées.

Ainsi, elle s'engage à informer la commune de tout changement dans sa situation juridique, notamment toute modification de ses statuts, dissolution, fusion, toute procédure collective en cours et plus généralement de toute modification importante susceptible d'affecter le fonctionnement de la personne morale (ou physique) survenant tant en application du Code Civil que du Code de Commerce.

L'association s'engage également à informer la commune de toute modification dans le déroulement des actions subventionnées, notamment toute modification des données financières et techniques.

L'association s'engage par ailleurs à informer la commune de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA.

La commune se réserve la possibilité de recalculer la subvention en fonction du montant de la TVA non récupérable le cas échéant.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention.

Article 6 : Sanctions et résiliation de la convention

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai d'un mois suivant une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, sauf si :

- Les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- L'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

La commune se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment à la présente convention, sans préavis, en cas de faute lourde du bénéficiaire.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité pour l'association.

Article 7 : Reversement de la subvention

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la commune, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La commune en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

La commune peut ainsi exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît au terme des opérations de contrôle de la présente convention :

- que celle-ci a été utilisée à des fins non conformes à l'objet de la présente convention,
- que les obligations prévues dans la présente et auxquelles doit s'astreindre l'association (fourniture de pièces justificatives de la dépense, obligation de publicité...) n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement à l'émission du titre cité, la collectivité notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention allouée avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

La lettre de notification visée au paragraphe précédent, indique le délai dont dispose l'association pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par le Maire de Givors si aucun document n'est présenté par l'association, à l'expiration du délai mentionné, ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire.

Article 8 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Règlement des litiges

En cas de litige, les parties s'engagent à privilégier une résolution à l'amiable avant d'engager toute action en justice.

Si un accord ne pouvait intervenir entre les parties, et après avoir épuisé toutes les possibilités de conciliation, le conflit sera porté devant le Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à Givors, le 2025
en 3 exemplaires originaux,

Pour la commune,

Monsieur le Maire
Mohamed Boudjellaba

Pour l'association,

Monsieur Oddou
Directeur Général /
Co-fondateur

Documents en annexe :

Annexe 1 :

Contrat d'engagement républicain